



Des Moyens pour notre Santé et Protection Sociale

**+ de Personnel + de Salaire
+ de Budget pour les établissements**

Madame la Ministre,

Vous n'êtes pas sans ignorer les centaines de mouvements sociaux qui, depuis plusieurs mois, s'expriment avec force sur tout le territoire dans les établissements de la Santé et de l'Action sociale comme au sein des services d'urgences, de maternité, de la protection de l'enfance, des structures pour personnes âgées comme les EHPAD, l'aide à domicile, de la Psychiatrie et autres secteurs.

Les personnels médicaux et non médicaux, avec la CGT, dénoncent le manque drastique et systémique de moyens humains, matériels et budgétaires dans tous les établissements.

Cette période estivale marquée par des épisodes caniculaires à répétition aggrave la situation désastreuse, notre système de Santé et de Protection Sociale est à bout de souffle.

L'ensemble des missions est accompli grâce au surinvestissement et à la remarquable conscience professionnelle des personnels, 24h sur 24 h, 365 jours sur 365, et plus encore en temps de crise comme c'est le cas actuellement. Les cadences de travail infernales font fi des temps de repos, des congés, dans un contexte de manque de lits en aval, conséquences des fermetures et de nombreuses restructurations en cours.

Le manque d'attractivité de nos métiers à prédominance féminine, toujours sous-rénumérés, fait qu'ils nécessitent une reconnaissance et une revalorisation salariale conséquente et urgente.

La pénibilité de nos métiers n'est plus à démontrer. De multiples études attestent des nombreux risques qu'encourent les personnels pour obtenir un départ à la retraite anticipé plus que mérité. Cette disposition doit impérativement être maintenue pour les personnels qui en bénéficient aujourd'hui et étendue à tous les professionnels.e.s de nos secteurs, privé et public, à l'opposé de la remise en cause profondément injuste prévue dans la future réforme des retraites.

Mais c'est aussi le défaut total d'écoute et l'absence de mesures concrètes allant dans le sens de réelles améliorations des conditions de travail et de vie des salarié.e.s de nos secteurs qui génèrent l'immense colère qui s'exprime depuis plusieurs mois. Vous ne pouvez plus esquiver cette colère en renvoyant les personnels à « un manque d'organisation » comme vous l'avez déjà fait, ce sont des réponses concrètes de moyens que vous devez impérativement apporter.

Ces situations engendrent une insupportable détérioration de leur exercice et mettent en danger leur propre santé et la qualité de la prise en charge des populations.

En effet l'accès, la proximité et l'égalité de traitement ainsi que la capacité de répondre aux besoins de la population, notamment les personnes les plus fragilisées, sont mises à mal, entraînant des difficultés d'accueil, voire le non recours aux soins, creusant de plus en plus les inégalités en matière de santé et de protection sociale. La Loi « Ma santé 2022 » n'apporte pas les réponses à l'urgence des besoins en termes d'effectifs en personnel.

Dès à présent le Projet de loi des Finances de la Sécurité Sociale doit prévoir les moyens budgétaires supplémentaires pour les établissements, afin de répondre aux revendications des salarié.e.s et aux besoins de la population.

Le gouvernement, sans réelles concertations, sous couvert d'un pseudo dialogue social, continue de nous imposer des projets et lois s'appuyant uniquement sur des logiques comptables dans un esprit d'austérité économique désengageant la responsabilité de l'Etat et son obligation à offrir un service public de qualité pour tous, exposant ainsi tout l'espace aux appétits féroces des grands groupes du secteur privé.

La Santé et la Protection Sociale des Français ne doit pas être considérée comme une marchandise.

Nous vous interpellons sur la gravité de la situation afin qu'une réelle politique de Santé et de Protection Sociale conjugue enfin amélioration des conditions de travail et besoins des populations.

La CGT a des propositions pour améliorer notre système de Santé et de Protection Sociale.

Madame la Ministre, face à cette situation de crise sans précédent, notre Fédération réclame des négociations nationales urgentes afin de répondre enfin aux légitimes revendications des personnels et aux besoins de la population.

En attendant une réponse de votre part, veuillez agréer Madame la Ministre, mes salutations.

Mireille STIVALA
Secrétaire Générale

**Salarié.e.s, Usagères et usagers
TOUT.E.S MOBILISÉ.E.S LE 11 SEPTEMBRE
Pour améliorer les conditions de travail des personnels
et la prise en charge de la population !**